

Berne, le 14 mai 2020

Recommandations de l'UNES pour le message FRI 2021-24

Madame la Conseillère aux Etats, Monsieur le Conseiller aux Etats,

La formation est l'un des plus importants facteurs de succès de la Suisse et doit être soutenue pour assurer un avenir fructueux. L'UNES accueille favorablement le message FRI 2021-24 présenté, mais recommande des ajouts aux trois points suivants :

Contributions à la formation

Les bourses d'études sont une base extrêmement importante pour atteindre l'égalité des chances dans notre système de formation. Ces contributions à la formation permettent à de jeunes gens issus de familles moins aisées financièrement de réaliser leur potentiel et de suivre et compléter la formation qui correspond à leurs envies et à leurs capacités. Même si les cantons sont compétents en matière de contributions à la formation, la Confédération participe subsidiairement à leur financement. Depuis 2008, la Confédération verse aux cantons un montant annuel de 25 millions de francs pour les contributions à la formation. Bien que le nombre d'étudiant-e-s soit passé de 207'000 en 2010 à 260'000 aujourd'hui, les contributions à la formation de la Confédération n'ont pas augmenté mais ont, au contraire, stagné.

La crise du Covid-19 ne passera pas inaperçue dans le système de formation. D'innombrables personnes sont confrontées à des pertes financières durant la crise ou ont même perdu leur emploi. Cela concerne aussi les étudiant-e-s, ainsi que leur parents et leur famille. Si ces pertes financières ne sont pas compensées, de nombreuses et nombreux jeunes devront arrêter leurs études, voire ne pourront pas entamer de formation, pour des raisons financières.

Nous vous recommandons donc **l'augmentation des contributions à la formation de 25 millions de francs suisses actuellement à 40 millions par année**. Une augmentation des moyens disponibles pour les bourses d'études contribuerait de manière significative à réduire la sélectivité sociale qui s'est accrue pendant cette crise.

Programmes de mobilité internationale et de coopération dans la formation

Les avantages des échanges et de la mobilité sont importants : les expériences d'échange renforcent les compétences personnelles et interculturelles, qui soutiennent les enfants et les jeunes dans leur développement vers une citoyenneté responsable. Selon certaines études, les étudiant-e-s Erasmus+ dans toute l'Europe ont 50 % moins de risques d'être encore au chômage un an après l'obtention de leur diplôme. Cela montre qu'avoir fait l'expérience d'un échange est toujours plus important pour sécuriser sa place sur le marché international du travail.

Le programme de mobilité européen Erasmus+ offre aux étudiant-e-s, aux apprenant-e-s et aux organisations actives dans le domaine de la jeunesse une plus grande diversité dans les opportunités de participation que la solution suisse actuelle. En outre, la croissance de la mobilité en Suisse s'est considérablement ralentie, et dans certains domaines tel que celui des hautes écoles spécialisées, les chiffres se sont véritablement effondrés, avec un recul de 7 %. Il faut constater que l'objectif fixé par la Confédération et les cantons qui prévoit que tou-te-s les jeunes puissent prendre part, pendant la durée de leurs études, à une expérience de mobilité de longue durée, ne pourra pas être atteint sans participation au programme Erasmus+.

En parallèle, la Suisse salue l'intention de financer la solution suisse jusqu'à la pleine association. Mais le montant alloué ne permet pas de financer les projets prévus pour les années à venir. Aujourd'hui déjà, les fonds ne sont pas suffisants pour couvrir le budget actuel. Nous recommandons donc à la CSEC-E **l'augmentation du budget pour la promotion de la coopération en matière de formation pour les années 2021-24 à 280 millions de francs suisses**, ce qui aurait également pour effet de renforcer la position de la Suisse dans les négociations avec l'Union européenne sur la pleine association.

Développement durable dans les hautes écoles

Alors que la crise actuelle n'a pas encore été surmontée, les prochaines crises sont déjà devant nous. L'investissement dans le développement durable est donc d'une importance significative pour que des crises comme celle que nous vivons actuellement puissent être évitées et que leurs effets puissent être le plus possible atténués. Les hautes écoles en particulier devront jouer un rôle de premier plan dans les efforts en vue d'un développement durable. Cependant, elles déplorent un manque de moyens financiers dédiés au développement durable dans la formation supérieure. Dans le message FRI prévu, un fonds de financement pour les projets des étudiant-e-s est planifié avec U-Change, ce dont l'UNES se réjouit. Toutefois, aucun fonds de financement équivalent n'est prévu pour les hautes écoles elles-mêmes. L'UNES craint qu'ainsi les hautes écoles ne soient pas suffisamment incitées à prendre les mesures adéquates en matière de développement durable et qu'il ne soit pas accordé à cette question l'importance qu'elle mérite. Grâce au soutien financier de la Confédération, nous espérons donner l'impulsion nécessaire à de nombreux projets de coopération inter-hautes écoles réussis, qui pourraient ensuite être mis en oeuvre à long terme et financés par le budget général des hautes écoles.

Pour cette raison, nous vous recommandons **l'introduction d'un nouveau fonds de financement avec des contributions liées à des projets sur la question du développement durable dans les hautes écoles**, semblable au fonds de financement *P-7 Egalité des chances et développement des hautes écoles* dans le message FRI passé et actuel.

Pour conclure, nous souhaiterions souligner que la formation est l'un des plus importants facteurs de réussite de la Suisse. Pour que cela reste le cas et malgré la crise du Covid-19, ce domaine ne doit pas être affecté par des coupes budgétaires. Celles et ceux qui investissent dans les étudiant-e-s investissent pour l'avenir !

En vous remerciant pour votre aimable attention, nous vous adressons nos salutations distinguées.

Pour l'UNES :
Lea Schlenker, Coprésidente

Laurent Woeffray, Membre du comité